

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200F CFA

www.adiac-congo.com

N° 4507 MARDI 16 MAI 2023

INFRASTRUCTURES

La RDC devient actionnaire de l'America finance corporation

Africa finance corporation (AFC) a indiqué, dans un communiqué publié hier, continuer de diversifier sa base de membres et d'actionnaires, en accueillant récemment le Bénin, le Botswana, la République démocratique du Congo (RDC) et la Somalie.

L'AFC est une institution financière multilatérale, créée en 2007 par des États souverains africains pour apporter des solutions pragmatiques au déficit d'infrastructures et aux difficultés liées à l'environnement opérationnel.

Page 3

Plusieurs infrastructures sur le continent portent la marque d'America finance corporation



Les assurances d'Alexis Gisaro aux gouverneurs de Mai-Ndombe et de Lualaba



Le VPM Alexis Gisaro s'entretenant avec les gouverneurs de Mai Ndombe et de Lualaba

La gouverneure de Mai-Ndombe, Rita Bola, et sa collègue de Lualaba, Fifi Masuka, ont été récemment reçues à Kinshasa par le ministre d'État, ministre des Infrastructures et Travaux publics, Alexis Gisaro. Venues présenter leurs civilités au patron des Infrastructures, elles ont saisi l'opportunité pour lui soumettre les desiderata liés aux infrastructures dans leurs provinces respectives.

Page 5

ASSEMBLÉE NATIONALE

La problématique de la dot, des fiançailles et du mariage polygamique fait débat

Initié par le député Daniel Mbau, le projet de loi portant réglementation de la dot et des fiançailles tend à bousculer des

paradigmes longtemps ancrés dans les mœurs congolaises. Jugée recevable, la proposition de loi a été transmise à la com-

mission sociale et culturelle de l'Assemblée nationale pour un examen approfondi.

Page 5

IX^{ES} JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Le taux d'exécution des travaux dans les différents sites a atteint 70%



Alexis Gisaro assure sur l'évolution des travaux pour les 9^{es} Jeux de la Francophonie

Les travaux dans les différents sites qui abriteront les IXes Jeux de la Francophonie évoluent à pas de géant. Le ministre d'État, ministre des Infrastructures et Travaux publics l'a constaté lors de sa récente des-

cente. Dans les différents sites, les travaux sont exécutés à près de 70%. Quant à la remise des ouvrages, Alexis Gisaro a précisé que les travaux prendront fin dans certains chantiers d'ici à fin mai.

Page 4

Loango

Le site mémoriel de la baie de Loango, situé dans le département du Kouilou, est victime depuis des années d'un phénomène océanographique causé par l'augmentation du niveau des eaux de l'océan Atlantique qui avancent inexorablement vers le plateau continental.

Chaque année, l'érosion côtière gagne petit-à-petit du terrain jusqu'à engloutir tout sur son passage. Le cimetière de Loango est menacé d'extinction, de même que certains endroits historiques par lesquels transitèrent les esclaves avant d'embarquer dans les navires pour l'Amérique et les Caraïbes.

La situation de la baie de Loango est d'autant plus préoccupante qu'elle nécessite une intervention adaptée à l'ampleur des dégâts enregistrés, au risque de voir disparaître le lieu tragique qui servit au commerce triangulaire entre l'Afrique, l'Europe et l'Amérique au 18e siècle.

Les générations présentes et futures ont un droit de mémoire de connaître la piste des caravanes et son point de chute pour mieux appréhender l'histoire. Pour ce faire, les pouvoirs publics, les partenaires et les institutions chargées de protéger l'environnement gagneraient en réfléchissant sur la manière de sauvegarder la baie de Loango.

Toute initiative visant à atteindre un tel objectif devrait être soutenue afin de contrer l'avancée des eaux due à la fonte des glaciers dans les pôles qui résulte du changement climatique. Il n'est pas trop tard ni impossible de préserver ce patrimoine. Investissons-nous !

Les Dépêches de Brazzaville

VILLE DE KINSHASA

Lancement d'une plateforme de mobilisation des recettes

Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, Gentiny Ngobila mbaka, a présidé, le 13 mai, dans la salle polyvalente de l'Hôtel de ville, la cérémonie de présentation et de lancement de la plateforme de mobilisation et maximisation des recettes de la ville afin d'assainir les finances.



Le gouverneur Gentiny Ngobila lançant la plateforme numérique

La plateforme mise en place par la société AUDV vise à assainir les finances de la ville capitale. Il s'agit, a expliqué la cellule de communication de l'Hôtel de ville, d'une passerelle intelligente qui s'avère utile en vue de raccorder les différentes plateformes que pourraient proposer tous les partenaires de la ville.

Après la présentation de cet outil par les techniciens d'AUDV, le ministre provincial chargé des Finances, Félicien Kuluta, a salué cette décision du gouverneur Gentiny Ngobila.

Sous le leadership du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, il a fait du numérique le levier de gestion dans tous les domaines de sa juridiction, particulièrement dans la recherche des voies et moyens pour l'optimisation des recettes de la ville.

Félicien Kuluta a également indiqué que son ministère a signé, en juin 2022, le partenariat entre la ville et la société AUDV pour mettre en place la solution digitale de collecte des impôts, taxes et dépenses à travers sa plateforme AU-collecte.

Au terme de ce partenariat, a-t-il fait savoir, il a été convenu de mettre en place des modalités pratiques pouvant orienter Kinshasa vers l'automatisation des procédures de collecte des recettes et la digitalisation de paiement, en respectant les quatre étapes de la chaîne des dépenses. Le ministre provincial des Finances a insisté sur le fait que la société AUDV devrait veiller à ce que les matériels livrés soient conformes à la réglementation et à la bonne pratique reconnue au secteur du numérique.

Lucien Dianzenza

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédaction en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila

Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundaka Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

INFRASTRUCTURES

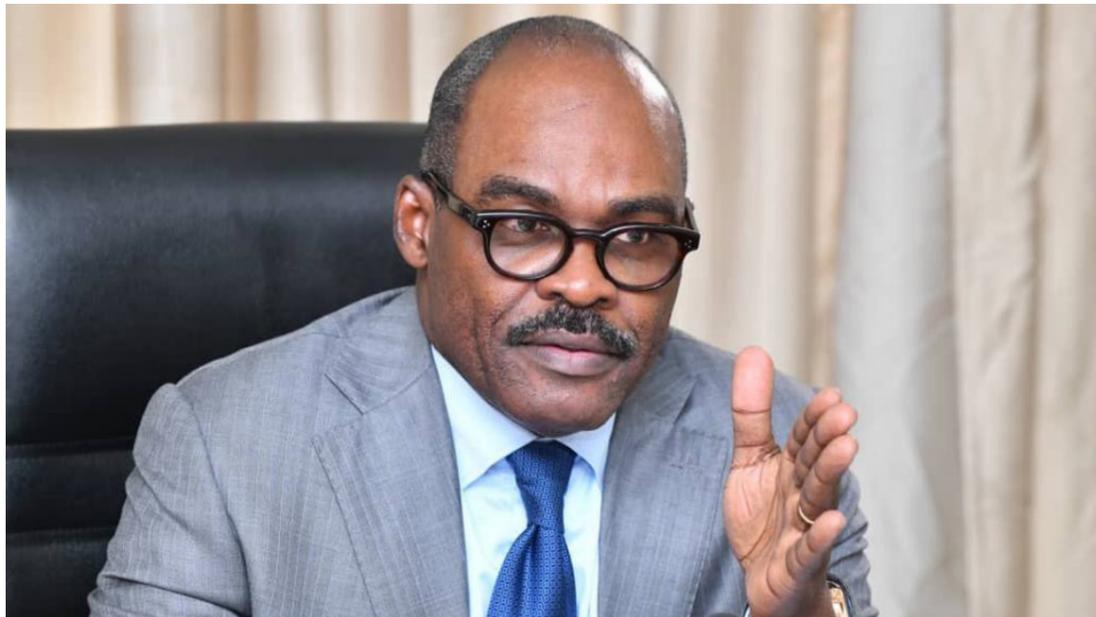
La RDC devient actionnaire de l'Africa finance corporation

Africa finance corporation (AFC), le principal fournisseur de solutions d'infrastructure du continent, a indiqué, dans un communiqué publié le 15 mai, continuer d'élargir et de diversifier sa base de membres et d'actionnaires, en accueillant récemment le Bénin, le Botswana, la République démocratique du Congo (RDC) et la Somalie.

L'AFC est une institution financière multilatérale, créée en 2007 par des États souverains africains pour apporter des solutions pragmatiques au déficit d'infrastructures et aux difficultés liées à l'environnement opérationnel. Son approche combine une expertise industrielle spécialisée avec un accent sur le conseil financier et technique, la structuration de projets, le développement de projets et le capital-risque pour répondre aux besoins de développement d'infrastructures de l'Afrique et stimuler une croissance économique durable.

Depuis seize ans, l'AFC s'est imposée comme un des partenaires de choix en Afrique pour l'investissement et la réalisation d'infrastructures instrumentales de haute qualité qui fournissent des services essentiels dans les secteurs clés de l'énergie, des ressources naturelles, de l'industrie lourde, des transports et des télécommunications. Depuis sa création, l'AFC a investi plus de 11 milliards de dollars dans trente-six pays d'Afrique.

Prise de participation de la RDC Pour l'AFC, les prises de participation du Bénin et de la RDC renforcent la répartition panafricaine de l'actionariat de la société, qui comprend des gouvernements, des institutions de financement du développement



Le ministre des Finances, Nicolas Kazadi

et des investisseurs institutionnels. Nicolas Kazadi, ministre des Finances de la RDC, a commenté : « Nous sommes impatients de tirer parti de notre relation avec l'AFC pour construire durablement des infrastructures d'appui essentielles qui maximiseront nos ressources ».

Au sein de l'AFC, les États membres peuvent choisir de prendre un engagement financier ou d'investir et de devenir actionnaires par le biais de l'entité qu'ils ont désignée (par exemple, les banques centrales, les ministères des Finances, les fonds souverains et les fonds de pension d'État ou les banques

de développement) et ce, à tout moment qui convient à l'État membre.

Par ailleurs, indique la société, l'adhésion du Botswana et de la Somalie fait progresser son mandat en lui conférant des privilèges ainsi que des immunités diplomatiques conformes à son statut multilatéral et lui permet de s'engager, de manière significative, dans ces économies africaines clés. En outre, fait-on savoir, elle permet à l'AFC de mobiliser des capitaux mondiaux pour travailler aux côtés des financements nationaux en faveur d'infrastructures durables, viables et du développement industriel dans les États

membres. L'AFC bénéficie aujourd'hui du soutien de trois quarts des pays africains, avec un total de quarante membres souverains.

Un portefeuille de 53 millions de dollars

Les investissements de l'AFC au Bénin, au Botswana et en RDC couvrent les secteurs des ressources naturelles, du transport, de la logistique et de l'industrie, avec un portefeuille combiné de 53 millions de dollars dans ces trois pays. La société travaille avec le gouvernement de la Somalie pour financer les infrastructures et

le développement économique qui optimiseront les ressources clés du pays.

Samaila Zubairu, président-directeur général de l'AFC, a déclaré : « Nous sommes toujours heureux d'accueillir de nouveaux pays africains en tant qu'États membres et actionnaires de l'AFC, car cela renforce notre attrait croissant en tant que passerelle résiliente et fiable vers un avenir africain prospère, caractérisé par une capture et une rétention accrues de la valeur. Nous restons déterminés à travailler aux côtés de nos pays membres pour accélérer l'impact du développement durable, en développant et en finançant des infrastructures, des ressources naturelles et des actifs industriels qui amélioreront la productivité et la croissance économique ».

L'excellente performance financière de l'AFC, expliquet-on, combinée à un solide cadre de gestion des risques et à un actionariat croissant et diversifié, est à l'origine de la notation A3 que la société exploite, de manière optimale, pour remplir son mandat, à savoir combler le déficit de financement des infrastructures et de l'industrie en Afrique.

Patrick Ndongidi

FICHER ÉLECTORAL

La Cénco et l'ECC recommandent un cadre de concertation

La Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénco) et l'Église du Christ au Congo (ECC) ont présenté, le 15 mai, à Kinshasa la synthèse du rapport de leur mission d'observation électorale sur l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs.

Dans le document, les deux confessions religieuses ont révélé quelques points forts et faibles qui ont caractérisé leur opération. Parmi les points forts, la mission d'observation électorale Cénco-ECC a notamment relevé le fait que la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a mené des activités de sensibilisation des candidats électeurs dans les villes et les chefs-lieux des territoires. Au nombre de points faibles, les deux confessions religieuses ont épinglé le fait que les opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs n'ont pas eu lieu dans le territoire de Kwamouth (Mai-Ndombe) et dans certains centres d'inscription de Bagata (Kwilu), de Maluku (Kinshasa), de Bolo-

bo, de Mushie et de Kutu (Mai-Ndombe), dans certains centres d'inscription de l'Équateur ainsi que les territoires de Masisi, de Rutshuru et certains coins de la province de l'Ituri.

A la suite de ce constat, la mission d'observation électorale de ces deux églises a émis certaines recommandations visant à améliorer les choses. Au gouvernement, elle a notamment demandé de publier le plan de décaissement des fonds alloués aux opérations électorales afin de rassurer le public de la tenue des élections à la date prévue ; de prendre toutes ses responsabilités afin que les compatriotes qui sont affectés par l'insécurité, en particulier dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Maindombe (terri-

toire de Kwamouth), aient la possibilité de voter leurs dirigeants lors des scrutins attendus. Ceci constitue l'une des obligations de tout État. A la Centrale électorale, cette mission a recommandé de convoquer, en toute urgence, un cadre de concertation autour des problèmes majeurs qui entourent le fichier électoral, de renvoyer, avant le début de l'audit du fichier, les réponses du formulaire lui soumis par ladite mission d'observation électorale lors de sa participation aux journées portes ouvertes organisées par elle. Ces réponses, indique-t-elle, lui permettront de rassurer le public que le processus de centralisation, de nettoyage, d'adjudication, d'audit interne et d'exploitation du fichier électoral était

menée avec honnêteté et précision...

La Céni est également exhortée, pour favoriser le consensus autour dudit fichier électoral, de s'en tenir au principe de l'audit externe du fichier électoral par un organisme international indépendant, avec obligation que ce dernier associe quelques experts nationaux, dans les délais convenables, en opérant des réaménagements à l'intérieur du calendrier électoral. Aussi, la Centrale électorale est appelée à publier les statistiques des enrôlés par circonscription et par centre d'inscription pour permettre au public d'avoir la traçabilité sur toutes les personnes inscrites sur leurs listes électorales respectives.

Cette mission attend, par

ailleurs, de la société civile d'intensifier les activités d'éducation civique des électeurs ; de mettre en place des missions d'observation électorale effectives et professionnelles afin de contribuer à la transparence des opérations électorales. Aux partis et regroupements politiques, elle sollicite le recrutement, la formation et l'accréditation de leurs témoins et leur déploiement partout où se déroulent les opérations électorales, afin de contribuer à leur transparence. Quant aux partenaires techniques et financiers, la Cénco et l'ECC demandent notamment d'accompagner le processus de paix afin de permettre à tous les Congolais de participer au processus électoral.

Lucien Dianzenza

IXES JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Le ministre des Infrastructures visite les différents sites

Les travaux dans les différents sites qui abriteront les IXes Jeux de la Francophonie évoluent à pas de géant. Le ministre d'État, ministre des Infrastructures et Travaux publics, Alexis Gisaro Muvunyi, l'a constaté lors de sa récente descente dans ces sites, où les travaux sont exécutés à près de 70%.

Le ministre d'État, ministre des Infrastructures et Travaux publics a ouvert sa tournée par le stade Tata Raphaël où il a été satisfait de voir les travaux exécutés à grands pas. Sur ce site sont construits les quinze bâtiments d'hébergement, le village des jeux, les embellissements, la salle des spectacles de lutte libre et lutte africaine, la salle de judo.

Au stade des Martyrs, le constat a été le même. Alexis Gisaro a, entre autres, visité la salle de gymnase jumelée, les terrains de basketball et d'athlétisme où la satisfaction a été la même. «Le président de la République et le gouvernement sont tous focalisés sur les 9es Jeux de la Francophonie. Aujourd'hui, nous pouvons considérer que nous sommes au-delà de 70% du niveau d'exé-



Alexis Gisaro assure sur l'évolution des travaux pour les 9es Jeux de la Francophonie

cution sur le plan des ouvrages. Les mesures d'encadrement ont été prises lors de la dernière visite du chef de l'État, c'est-à-dire d'assurer le transport aérien.

Toutes ces commandes sont en train d'arriver à Kinshasa», a déclaré Alexis Gisaro. « Nous avons également pris des mesures pour nous assurer qu'une fois

que ces commandes seront arrivées, qu'il y ait un dispositif pour les enlèvements d'urgence que ça soit à Matadi, à l'aéroport de N'Djili ou à Lufu. La

dernière mesure, c'était de mettre nos entreprises sur le plan financier à l'aise, en procédant au paiement en avance. Donc, le gouvernement fait sa part et cela nous met dans une position d'exiger de ces entreprises à pouvoir délivrer les ouvrages dans le délai et surtout de qualité», a-t-il ajouté.

Parlant de la remise de ces ouvrages, Alexis Gisaro a précisé qu'à la fin de ce mois de mai, les travaux prendront fin dans certains chantiers. «Nous avons pris rendez-vous avec toutes les entreprises à la fin du mois de mai et là, je pense que nous pouvons avoir véritablement une grande visibilité sur ce qui sera la réalisation des différents ouvrages», a-t-il conclu.

Blandine Lusimana

FESTIVAL DU FILM EUROPÉEN

« La vie est belle » fait l'ouverture

Le réalisateur Mweze Ngangura participera au lancement de la septième édition de l'événement du Pôle-Eunic RDC prévu autour de la projection de son long métrage culte, « La vie est belle », à la Grande Halle de la Gombe, le 18 mai à 18h30.

Déjà très illustre du fait de son statut indéniable de « première fiction congolaise », La vie est belle a définitivement gagné bien plus en popularité depuis la disparition inopinée du personnage central, le très regretté Papa Wemba. La superstar, pleurée à l'échelle mondiale tout à la hauteur de son mérite incontestable d'ambassadeur de la chanson congolaise et de son talent, joue le rôle de Kuru dans ce film. Fan de Papa Wemba, encore jeune cinéaste, Mweze Ngangura prend plaisir à participer aux répétitions de Viva la Musica où tout le monde l'appelle « Prof ». L'on ne s'étonne pas vraiment qu'il finisse, en 1985, par réaliser La vie est belle avec le belge Benoît Lamy et que le long métrage soit inscrit en lettres d'or dans les annales du cinéma congolais. Honneur donc au réalisateur et à son œuvre

mythique.

Très musicale, la soirée d'ouverture sera close par un concert spécial de la chanteuse afro-pop Joyce Kaj après la projection de La vie est belle en présence de Mweze Ngangura. Après ce lancement festif, place à une série de rencontres organisées tout le long de la septième édition du Festival du film européen (FFE). L'Institut français (IF) prévoit d'offrir notamment l'opportunité à des amateurs de cinéma d'avoir des séances d'échanges d'avec les professionnels du secteur. Ce, au travers de divers ateliers de formations et tables rondes organisées la Halle de la Gombe qui souligne qu'à « cette édition, un accent particulier est mis sur le cinéma documentaire ». De l'ouverture le 18 mai à la clôture, le 26 mai, la programmation dont les détails sont livrés sur le



site <http://ffe.institutfrancais-kinshasa.org> prévoit plus d'une bonne trentaine de films. Assurant la coordination et appuyé par la Délégation de l'Union européenne, l'IF organise le septième FFE en partenariat avec des centres culturels locaux et les antennes de l'IF de l'ensemble du territoire

congolais.

«Congo Lucha» à l'affiche
Soulignons que la clôture du festival, le 26 mai, se déroulera dans le même esprit festif que l'ouverture. D'entrée libre également, elle aura pour début la dernière séance cinéma de la programmation autour de Congo Lucha du

journaliste Arnaud Zajzman. Ce sera l'occasion pour le producteur du documentaire, qu'il a co-écrit avec Marlène Rabaud, sur le célèbre et très médiatisé mouvement de lutte des jeunes de Goma, la « Lucha », d'échanger avec le public sur son long métrage. Le second temps fort de cette soirée sera la remise du prix du meilleur film de poche, le traditionnel concours attaché au FFE. Cerise sur le gâteau, le cocktail musical agrémenté par le guitariste chanteur Kojack Kossakamvwe bouclera la boucle de la septième édition. Rappelons que le FFE a été initié par le Pôle-Eunic RDC dans la visée « de mieux faire connaître la culture et le cinéma européen » et, dans la perspective, de « développer les échanges entre professionnels du milieu cinématographique » européen et locaux.

Nioni Masela

ASSEMBLÉE NATIONALE

La problématique de la dot, des fiançailles et du mariage polygamique fait débat

Au sein de la jeune génération de Kinshasa et de l'arrière-pays, l'institution «Mariage» connaît, ces dernières années, un net recul. Une baisse de fréquence qui lui confère un côté mythique.

Le constat crève les yeux : les jeunes se marient de moins en moins. Les fiançailles ne sont plus limitées dans le temps. Elles tirent souvent en longueur, sans perspective de formalisation, souvent au grand désenchantement des parents qui attendent mieux. Réduits au chômage, plusieurs jeunes couples désargentés ont opéré un passage en force en mettant les parents devant le fait accompli après constat de grossesse. Les quelques rares jeunes qui, à coup de persévérance et de courage, parviennent à briser ce mur de glace, passent dans l'imagerie collective pour des héros dans une société où le célibat prolongé demeure encore la règle.

Lorsque les députés s'en mêlent...

Alors, comment faire pour appâter les jeunes et les amener à officialiser leurs unions, sans forcément passer par des raccourcis du genre «Yaka tovanda» (Entendez union libre) ? La problématique du mariage, telle

que soulevée par ce questionnement, taraude bien des esprits jusqu'à s'inviter à l'hémicycle du Palais du peuple. L'idée est de briser toutes les barrières érigées sur la voie royale du mariage. Porté par le député Daniel Mbau, le projet de loi portant réglementation de la dot et des fiançailles fait actuellement débat. Jugée recevable - première étape d'une démarche devant conduire à son adoption et à sa promulgation -, cette proposition de loi fait son chemin, récoltant au passage de nombreuses adhésions. Pour l'initiateur de la loi, il s'agit de combattre les abus autrefois décrits dans la fixation du prix de la dot muée en un fonds de commerce pour certains ménages. Pourtant régi par le Code de la famille datant de l'année 1987, le mariage en République démocratique du Congo a perdu toute sa valeur symbolique. La dot est négociée au prix fort, se chiffrant à des milliers de dollars. Bien plus, des éléments ou des objets non prévus dans la coutume y sont inclus, enle-

vant à ce rituel toute sa substance ancestrale.

La loi Mbau entend requadrifier cette approche marchande de la dot en fixant un taux officiel auquel les familles congolaises devront dorénavant se conformer (500 dollars américains dans les zones urbaines et 200 dans les zones rurales). Venu bousculer des paradigmes longtemps ancrés dans les mœurs, ce projet de loi n'est pas sans casse. Le débat de société ainsi suscité révèle deux tendances diamétralement opposées quant au contenu à lui donner. D'un côté, on estime que cette loi favorisera l'officialisation des unions en portant un coup d'estocade aux méthodes moins conventionnelles d'unions libres. De l'autre, on est d'avis que la révision à la baisse de la dot desservirait des familles ayant investi dans les études de leurs filles, qui pensent être en droit de réclamer une dot plus conséquente et proportionnelle aux efforts consentis dans l'éducation de leurs progénitures.

Entre ces deux positions extrêmes, il y a ceux qui pensent que la femme n'a pas de prix et que sa valeur dépend de son époux ainsi que des moyens dont il dispose. Un homme qui aime bien sa femme peut aller au-delà du montant que lui peut proposer sa belle-famille, soutient-on. Dans tous les cas, il s'agit ici d'une matière qui procède plus des arrangements entre familles, lesquels ne relèvent nullement des prérogatives parlementaires, entend-on dire.

Plus des fiançailles élastiques !

Le projet de loi apporte également quelques modifications à d'autres chapitres du Code de la famille. À propos des fiançailles, par exemple, Daniel Mbau propose que les prétendants se présentent devant l'officier de l'Etat civil pour contracter les fiançailles. Toutefois, celles-ci pourront à tout moment être dissoutes si, douze mois après s'être fiancés, les futurs époux ne se marient pas. Une façon de découra-

ger tous les jeunes garçons qui s'aventurent dans certaines familles sous prétexte des fiançailles, sans aucune perspective de mariage.

Quant à l'introduction de la polygamie dans le Code de la famille, une autre séquence de la proposition de loi, les avis divergent. Pour la majorité des hommes, il s'agit d'une tradition séculaire qui vaut la peine d'être institutionnalisée. Ce qui ne fait pas l'affaire de la gent féminine plutôt accrochée aux prescrits des Écritures saintes qui prônent le mariage monogamique. Cependant, une infime minorité des femmes voit les choses autrement. Elle adhère, au nom de la «polygamie saine», à l'idée de partager un même conjoint, quitte à respecter les règles de jeu établies. À noter que la proposition de loi a été transmise à la commission sociale et culturelle de l'Assemblée nationale pour un examen approfondi. En attendant, elle n'arrête pas de faire parler d'elle, en bien ou en mal...

Alain Diasso

INFRASTRUCTURES

Les assurances d'Alexis Gisaro aux gouverneures de Mai-Ndombe et de Lualaba

La gouverneure de Mai-Ndombe, Rita Bola, et sa collègue de Lualaba, Fifi Masuka, ont été récemment reçues à Kinshasa par le ministre d'Etat, ministre des Infrastructures et Travaux publics, Alexis Gisaro Muvunyi.

Venue présenter ses civilités au patron des Infrastructures, Rita Bola a saisi cette opportunité pour lui soumettre les différents desiderata liés aux infrastructures dans sa province. Elle a également fait part au ministre d'Etat de l'évolution des travaux qui s'exécutent sur quelques routes, notamment sur la RN17 qui va de Kinshasa à Bandundu-ville. Satisfaite de cet entretien, la première citoyenne de la province du Mai-Ndombe a également signalé l'avancement des autres projets en cours

d'exécution sous le financement du Foner et du Trésor public.

Quant à la gouverneure de Lualaba, elle est venue expliquer à Alexis Gisaro les difficultés de sa province, notamment la difficulté majeure liée à l'écroulement du pont Rouge, à 48 km du chef-lieu du territoire de Kapanga à Musumba. « Ce problème nous préoccupe énormément. Bientôt quatre mois, nous sommes en train de mener des démarches pour qu'on puisse nous venir en aide pour la reconstruction



Alexis Gisaro échangeant avec Fifi Masuka

de ce pont. Il y a également d'autres routes à caractère national dont nous avons besoin de l'appui du ministre des Infrastructures », a indiqué Fifi Masuka.

Face à ses inquiétudes concernant notamment la RN39 qui va de la ville de Kolwezi vers le territoire

de Dilolo à la frontière avec l'Angola; la RN1 allant vers Kolwezi en passant par le territoire de Lubudi qui passe par le Haut-Lomami ainsi que la Lomami, la route de Kolwezi qui relie la route du Lualaba à la République zambienne, le numéro un des Lualabais a reçu

des assurances fermes de la part du ministre d'Etat. Concernant le pont, la gouverneure du Lualaba a dit recevoir des promesses fermes auprès d'Alexis Gisaro qui suit de près la situation avec l'Office des routes afin qu'il soit réhabilité.

Blandine Lusimana

« Ce problème nous préoccupe énormément. Bientôt quatre mois, nous sommes en train de mener des démarches pour qu'on puisse nous venir en aide pour la reconstruction de ce pont. Il y a également d'autres routes à caractère national dont nous avons besoin de l'appui du ministre des Infrastructures »

COMMERCE

Des pays africains signent des accords avec la BIsD

Sept pays de la région du Mena (Moyen-Orient et Afrique du Nord) et de l'Afrique subsaharienne ont signé, du 10 au 13 mai, en Arabie saoudite, des accords avec une filiale de la Banque islamique de développement (BIsD), pour 1,4 milliard de dollars sur le financement du commerce.

Les pays africains concernés sont l'Algérie, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Djibouti, l'Égypte, la Gambie et le Mali. L'accord de 500 millions de dollars signé avec le Mali ouvre la voie à une extension du partenariat stratégique dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, du secteur privé et de la santé. La Corporation internationale islamique du financement du commerce (ITFC) a également signé deux accords de financement direct Murabaha d'un montant de 55 millions de dollars avec la Gambie et un accord-cadre de trois ans avec le Djibouti pour un montant total de 600 millions de dollars. Depuis sa création en 2008, l'ITFC a fourni environ 1,4 milliard de dollars à Djibouti.

La société islamique a, en outre, signé un accord pour 21,7 millions de dollars avec Bridge Bank Group de la Côte d'Ivoire. Le document met un accent particulier sur les produits de base essentiels tels que les produits pétroliers et les importations de denrées alimentaires de base. Par ailleurs, une autre facilité de confirmation de lettres de crédit de 40 millions d'euros à la Bank of Africa Côte d'Ivoire a été accordée,

afin de répondre aux besoins d'investissement commercial non financés des clients du secteur privé de la banque.

L'ITFC a également signé un accord-cadre de 250 millions de dollars avec la République du Togo. Cet acte ouvre la voie à une extension du partenariat stratégique à trois nouveaux secteurs clés : l'énergie, l'agriculture et le secteur privé.

Concernant le Cameroun, un accord de financement commercial Murabaha d'un montant de 15 millions de dollars a été signé par le ministère de l'Économie, de la Planification et du Développement régional, et le directeur général de l'ITFC.

Dans le cadre du programme Af-TIAS 2.0, l'ITFC a signé un accord de partenariat avec l'Association

des exportateurs égyptiens-Expo-link. « Cet accord ouvre la voie à l'établissement d'un centre de formation et de renforcement des capacités spécialisé dans le développement des exportations au profit des exportateurs nouveaux et existants d'Afrique et du monde arabe », selon l'ITFC.

L'Algérie, le Cameroun et Togo ont conclu cinq autres accords majeurs avec la Société islamique pour un montant de plus de 265 millions de dollars. En outre, des accords ont été signés avec des banques comme Afreximbank d'un montant de 325 millions et la Banque de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest, ainsi que des protocoles avec l'Algérie et l'Égypte.

Les activités de la BIsD en Afrique

La Banque islamique de développement (BIsD) est une institution de financement du développement. Elle accorde des prêts et des crédits aux pays membres pour soutenir le développement des infrastructures, sociales et physiques.

Depuis sa création en 1975 jusqu'à environ fin juin 2022, la BIsD a avancé des financements aux pays africains pour un montant de 65 milliards de dollars, dont environ 20 milliards de dollars pour des activités de financement du commerce. Mais une grande partie de ces financements a également été consacrée à des projets dans des secteurs tels que la santé, l'éducation, le transport routier, l'énergie, etc.

Selon son vice-président des opérations, le Dr Mansur Muhtar, la BIsD a approuvé, depuis le début de l'an-

née, des projets pour plus d'un milliard de dollars en Afrique.

Sa branche de financement soutient le commerce entre les pays africains et autres régions. « Nous fournissons également des lignes de crédit et de financement des prises de participation, ainsi que des lignes de financement aux banques commerciales en Afrique pour la rétrocession de prêts aux petites et moyennes entreprises. Nous avons une branche qui s'occupe de la fourniture d'assurances pour atténuer le risque d'emprunt et encourager le flux d'investissement et l'expansion du commerce », a expliqué Le Dr Mansur Muhtar, le vice-président des opérations de la BIsD.

En outre, Mansur Muhtar rêve d'une Afrique sans pauvreté, « une Afrique où personne n'est laissé pour compte dans le processus de développement, où les indicateurs de développement humain liés à l'éducation, aux soins de santé maternelle et infantile et à l'accès à l'eau et à l'assainissement atteignent un niveau raisonnablement élevé ».

Yvette Reine Nzaba

« Une Afrique où personne n'est laissé pour compte dans le processus de développement, où les indicateurs de développement humain liés à l'éducation, aux soins de santé maternelle et infantile et à l'accès à l'eau et à l'assainissement atteignent un niveau raisonnablement élevé »

NAISSANCES

152 millions de bébés nés prématurément dans le monde la dernière décennie

Au cours de la dernière décennie, quelque 152 millions de bébés sont nés avant terme, ont indiqué les Nations unies, relevant que les taux de naissances prématurées n'ont pas changé, quelle que soit la région du monde.

Sur dix bébés nés, un est prématuré - et toutes les quarante secondes, un de ces bébés meurt-, selon le document de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). L'étude estime à 13,4 millions le nombre de bébés nés avant terme en 2020, et à un million le nombre de décès dus à des complications liées à l'accouchement prématuré. Cela équivaut à environ un bébé sur dix né prématurément (avant trente-sept semaines de grossesse) dans le monde. « Malgré les nombreux progrès réalisés dans le monde au cours de la dernière décennie, nous n'avons pas réussi à réduire le nombre de bébés nés trop tôt ou à éviter le risque de leur décès », a déclaré dans un communiqué le directeur de la santé par intérim à l'Unicef, Steven Lauwerier, déplorant un bilan accablant. Le rapport parle d'une « urgence silencieuse » dont l'ampleur et la gravité ont longtemps été sous-estimées

et qui entravent les progrès en matière d'amélioration de la santé et de la survie de l'enfant. Selon le document, les taux de naissances prématurées n'ont changé dans aucune région du monde au cours de la dernière décennie et 152 millions de bébés vulnérables ont vu le jour trop tôt entre 2010 et 2020.

Les naissances prématurées sont aujourd'hui la principale cause de mortalité infantile, représentant plus d'un décès d'enfant sur cinq survenant avant leur cinquième anniversaire. Les survivants de la prématurité peuvent être confrontés à des conséquences sanitaires tout au long de leur vie, avec une probabilité accrue de handicap et de retard de développement. Trop souvent, le lieu de naissance détermine, en effet, la survie des bébés. Seul un bébé extrêmement prématuré (moins de vingt-huit semaines) sur dix survit dans les pays à faible revenu, contre plus de 90% dans les pays à revenu élevé. Les inégalités criantes liées à l'ori-

gine ethnique, aux revenus et à l'accès à des soins de qualité déterminent la probabilité d'une naissance prématurée. L'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne présentent les taux les plus élevés de naissances prématurées, et les bébés prématurés de ces régions sont confrontés au risque de mortalité le plus élevé. Ensemble, ces deux régions représentent plus de 65% des naissances prématurées dans le monde.

En marge de la Conférence internationale sur la santé maternelle et néonatale, qui s'est tenue au Cap, en Afrique du Sud, du 8 au 11 mai, les Nations unies ont appelé à prendre les mesures pour améliorer les soins aux femmes ainsi qu'aux nouveau-nés et atténuer les risques liés aux naissances prématurées, en mobilisant les ressources internationales et nationales pour optimiser la santé maternelle et néonatale, en veillant à ce que des soins de haute qualité soient fournis au moment et à l'endroit où ils sont nécessaires.

Noël Ndong

La SADC prendra des mesures pour faire face aux catastrophes en Afrique australe

La Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) travaillera avec les Etats membres pour améliorer les systèmes d'alerte précoce et développer des plans d'urgence annuels afin de s'assurer que les Etats membres soient toujours prêts à faire face à toute catastrophe, a déclaré mercredi le secrétaire exécutif de la SADC.

Près de 400 villageois ont été tués dans des inondations et des glissements de terrain provoqués par des pluies torrentielles dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) au début du mois. Le secrétaire exécutif de la SADC, Elias Magosi, a exprimé ses condoléances envers la population de la RDC après la mort de plus de 400 personnes. « Nous sommes également conscients que de nombreuses autres personnes sont toujours portées disparues, que d'autres sont blessées et que la catastrophe a causé des dommages considérables aux biens et aux infrastructures », a reconnu M. Magosi.

Il a indiqué que la SADC travaillait actuellement avec l'Unité de protection civile de la RDC afin d'évaluer l'impact des catastrophes naturelles et de fournir une aide aux personnes touchées.

MALI

Plus de 100 terroristes tués par l'armée en avril dernier

Une centaine de terroristes ont été tués et une vingtaine d'autres interpellés au cours des opérations aéroterrestres menées par des Forces armées maliennes (FAMA) à travers le Mali en avril, a indiqué le directeur de l'information et des relations publiques de l'armée, le colonel Souleymane Dembélé, cité par le quotidien national, L'Essor, dans un article publié mardi. Les FAMA ont détruit cinq bases de rebelles et 18 mines artisanales, et ont récupéré des armes et munitions, 17 tonnes de vivres ainsi qu'une quantité importante d'engins roulants (889 motos et des véhicules), a ajouté le colonel Dembélé. Il a également déploré 31 morts au cours de ces opérations, dont une dizaine de civils, et 89 blessés parmi lesquels figurent 61 civils.

Tout en saluant la diminution des actes de braquage et d'assassinat par rapport au mois de mars dernier, le responsable a exhorté les populations et la presse nationale à « plus de vigilance » et à la « retenue » face à la « propagande » et aux « intox véhiculées par certains médias occidentaux » dans le seul but de « semer le chaos » au Mali.

Xinhua

CHINE-ASIE CENTRALE

Le président Xi Jinping hôte du sommet de Xi'an

Le chef de l'Etat chinois, Xi Jinping, présidera le sommet Chine-Asie centrale, prévu les 18 et 19 mai à Xi'an, dans la province de Shaanxi (Nord-Ouest de la Chine), a annoncé, le 15 mai, le ministère chinois des Affaires étrangères.

Sur invitation de la Chine, les présidents Kassym-Jomart Tokayev du Kazakhstan, Sadyr Japarov du Kirghizstan, Emomali Rahmon du Tadjikistan, Serdar Berdimuhamedov du Turkménistan et Shavkat Mirziyoyev de l'Ouzbékistan participeront au sommet consacré à l'établissement d'une nouvelle voie de bon voisinage, d'amitié et de coopération gagnant-gagnant. Depuis l'établissement de leurs relations diplomatiques, il y a trois décennies, la Chine et les cinq pays d'Asie centrale ont dévelop-

pé des partenariats stratégiques visant à créer un nouveau modèle de relations internationales.

Selon le ministre chinois du Commerce, Wang Wentao, les échanges commerciaux entre la Chine et les cinq pays d'Asie centrale ont at-

teint un niveau historique de 70,2 milliards de dollars en 2022, soit cent fois plus qu'il y a trente ans.

Ainsi, en 2022, les importations chinoises de produits agricoles, énergétiques et de minéraux en provenance de ces pays ont connu un bond

de plus de 50%, tandis que les exportations des produits mécaniques et électroniques ont augmenté de 42%. « À la fin de l'année dernière, le stock d'investissements directs de la Chine dans les cinq pays d'Asie centrale atteignait

près de 15 milliards de dollars, avec un certain nombre de projets de coopération lancés dans des domaines tels que l'exploration, le traitement et la fabrication du pétrole et du gaz, la connectivité et les technologies numériques », indique le ministère chinois du Commerce.

Wang Wentao a précisé qu'au cours des deux premiers mois de cette année, les échanges entre la Chine et ses voisins ont augmenté de 22% par rapport à l'année précédente.

Guy-Gervais Kitina avec CGTN

« Le stock d'investissements directs de la Chine dans les cinq pays d'Asie centrale atteignait près de 15 milliards de dollars, avec un certain nombre de projets de coopération lancés dans des domaines tels que l'exploration, le traitement et la fabrication du pétrole et du gaz, la connectivité et les technologies numériques »

L'exposition sur la médecine traditionnelle se poursuit

Le musée national de Chine, à Pékin, accueille depuis fin janvier une exposition autour de la richesse et la diversité de la médecine traditionnelle de ce pays. Des mois après, l'exposition continue de drainer des foules et de susciter la curiosité, tant de la population locale qu'étrangère.

Plus d'une cinquantaine de journalistes, participants au programme 2023 du Centre de communication de la presse internationale de Chine ont visité l'exposition sur la médecine traditionnelle chinoise ouverte au public. Parmi eux, plusieurs participants d'environ quinze pays d'Afrique, dont le Congo.

Pour cette exposition, le musée donne à voir de nouveaux éléments pour le bien-être et la santé de la population. Non seulement de Chine, mais aussi du monde. En effet, en tant que représentant de la civilisation du pays, la médecine traditionnelle chinoise est une science qui s'est progressivement développée et enrichie par le peuple local sur des milliers de vies et de lutte contre les maladies.

« L'idée de la préservation de la santé et du traitement préventif de la maladie sont plus importantes que la guérison. Ceux qui connaissent la façon de garder une bonne santé dans les temps anciens ont toujours gardé leur comportement dans la vie quotidienne, conformément à la nature », a laissé entendre Hu Guangqin, commissaire d'exposition.

La visite de l'exposition a ainsi permis aux journalistes africains et d'autres continents d'en savoir plus sur cette médecine traditionnelle chinoise. Elle regorge, entre autres, de



Des journalistes lors de la visite de l'exposition Adiac

médicaments pour prévenir, traiter, diagnostiquer les maladies ou réguler les fonctions humaines. Les médicaments

chinois comprennent principalement la phytothérapie, la médecine animale et la médecine minérale.

« La plupart des médicaments chinois sont à base de plantes. Dans la dynastie Han de l'Est, Zheng Xuan

« La médecine traditionnelle constitue une alternative là où la médecine moderne n'a pas pu apporter de réponse. Malheureusement, ce n'est pas assez mis en valeur dans nos contrées. Nous avons abandonné notre médecine traditionnelle pour épouser une plus moderne alors qu'on aurait pu, tout simplement, allier les deux. Si ce savoir ancestral était valorisé et conservé, on trouverait des réponses à certains maux qui déciment notre population »

a noté que les «cinq médicaments» étaient l'herbe, le bois, les insectes, les pierres et les grains. Une classification antérieure des médicaments connue à ce jour », a expliqué Hu Guangqin.

Pour Lévi Konfé, journaliste burkinabé, cette visite témoigne du fort attachement de la Chine à sa culture et à son passé ; mais aussi du fait que tout ce qui est traditionnel n'est pas mauvais. « La médecine traditionnelle constitue une alternative là où la médecine moderne n'a pas pu apporter de réponse. Malheureusement, ce n'est pas assez mis en valeur dans nos contrées. Nous avons abandonné notre médecine traditionnelle pour épouser une plus moderne alors qu'on aurait pu, tout simplement, allier les deux. Si ce savoir ancestral était valorisé et conservé, on trouverait des réponses à certains maux qui déciment notre population », a-t-il ajouté.

Notons qu'en dehors de l'exposition sur la médecine traditionnelle, le musée accueille également, dans ses allées, différents stands, avec une gamme variée de produits commerciaux: jeux, livres, vêtements, ustensiles de cuisine, accessoires électroniques et de bureau, bijoux, sacs, jouets pour enfants, pots de fleurs, cartes postales, gadgets, etc.

Merveille Jessica Atipo

AFRIQUE CENTRALE

Faire des frontières des passerelles du développement

Les acteurs du secteur des frontières de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) sont en réunion à Brazzaville, du 15 au 19 mai, pour finaliser l'accord-cadre de coopération transfrontalière entre la République du Congo et la République du Gabon.

La cérémonie d'ouverture de la réunion a été présidée par le préfet, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, de la Décentralisation et du Développement local, Séraphin Ondelé, en présence de la représentation de la délégation de l'Union européenne, de l'ambassade de l'Allemagne, du coordonnateur du programme frontières de la CEEAC ainsi que des experts du Congo et du Gabon.

Dans son allocution, le directeur de cabinet a déclaré que « Si l'Afrique veut se développer réellement, si elle veut atteindre des objectifs de la mondialisation, elle devrait commencer à s'unir; non pas en s'érigant des barrières internes, mais en les rendant fluides afin qu'elles deviennent des espaces de sécurité et de progrès ».

Par ailleurs, Séraphin Ondelé a tenu à rappeler le contexte historique de l'accord-cadre de coopération transfrontalière entre le Congo et le Gabon en chantier en affirmant qu'en « octobre 2007, les chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Brazzaville avaient pris l'engagement de faire de la CEEAC un



Les participants à l'atelier sur la coopération transfrontalière/Adiac

espace d'intégration économique et politique, avec une prescription calendaire dont l'échéance avait été souhaitée en 2025 si tous les contours de cette légitime ambition étaient réunis ».

Parmi les contours, a-t-il ajouté, il y a la nécessité de transformer les lignes de séparation en points d'intégration, c'est-à-dire de faire des frontières des passerelles de développement. « C'est un

enjeu politique sous-régional majeur à l'effectivité duquel travaille le Congo avec ses voisins de la CEEAC. Enjeu qui s'inscrit dans le programme frontières de l'Union africaine qui prescrit aux Etats de délimiter et de démarquer leurs frontières communes dans la paix, la compréhension mutuelle en évitant les velléités hégémoniques. C'est un appel pour une Afrique sans conflit

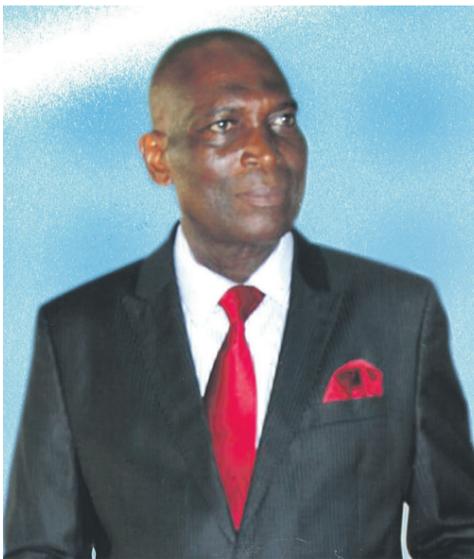
frontalier », a-t-il renchérit. Ainsi a-t-il fait comprendre à ses interlocuteurs que c'est dans ce sens que se décline l'accord-cadre de coopération en chantier entre le Congo et le Gabon. Cet accord, a-t-il précisé, procède du programme frontalier qui permettrait, s'il est mis en œuvre, de sécuriser autant que possible les frontières des deux pays où malheureusement se mènent certaines activités il-

légalles, notamment des trafics divers, le pillage des ressources forestières, fauniques et minières ; toutes choses qui mettent à mal la sécurité des Etats.

Cet accord, a-t-il conclu, permettrait à la frontière commune l'apparition d'espaces d'intégration sous-régionale pour une Afrique beaucoup plus responsable et gestionnaire de ses potentialités et de son avenir.

Roger Ngombé

NÉCROLOGIE



Le directeur de l'Administration et des Ressources humaines a la profonde douleur d'informer l'ensemble du personnel de la présidence de la République du décès de Jean-Baptiste Elanga, chargé de mission au Cabinet du chef de l'Etat, survenu le 5 mai 2023 à l'hôpital de référence de Talangaï.

La veillée mortuaire se tient au n°21 de la rue Bokotala, quartier Nkombo Matari.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

Le directeur de l'Administration et des Ressources humaines présente ses condoléances les plus attristées à la famille explorée.

IN MEMORIAM



1^{er} avril 2023 – 15 mai 2023

Voici 45 jours que l'Eternel notre Dieu a rappelé à lui sa fille et servante, notre très chère maman, Joséphine Ngongo.

« La Josée », a quitté ce monde pour rejoindre nos ancêtres.

À cette occasion, nous remercions les parents, amis et connaissances, pour leur soutien multiforme

Une messe sera dite, le dimanche 21 mai 2023 à 9h30, en l'Eglise Jésus-Ressuscité du Plateau des 15ans.

Nous tenons à prendre un moment pour nous souvenir de Maman, honorer sa mémoire et partager avec vous ces sentiments d'affection et de souvenirs précieux.

Le directeur de l'Administration et des Ressources humaines a la profonde douleur d'informer l'ensemble du personnel de la présidence de la République du décès de Edmond Pascal Bobot, attaché au département des affaires intérieures, survenu le 7 mai 2023 au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°170 de la rue Yakoma à Ouenzé non loin de la clinique médicale Albert-Leyono.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

Le directeur de l'Administration et des Ressources humaines présente ses condoléances les plus attristées à la famille explorée.



COOPÉRATION

La Banque mondiale réitère son soutien au Congo

En visite de travail en République du Congo, la délégation du Conseil d'administration de la Banque mondiale (BM) a évoqué, le 15 mai à Brazzaville, avec la ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, les questions liées au développement et à la croissance du pays.

Les administrateurs de la BM ont, à l'issue de la séance de travail, réitéré leur engagement à soutenir la République du Congo. « Nos discussions ont eu pour base le développement et la croissance du Congo, notamment la diversification de l'économie et l'amélioration du climat des affaires », a expliqué la directrice exécutive de la BM pour l'Angola, le Nigeria et l'Afrique du Sud, Ayanda Dlodlo. La ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale et ses interlocuteurs ont, par ailleurs, évoqué des projets que le groupe de la BM est en train de financer en République du Congo et la possibilité d'élargir des portefeuilles d'investissement. Les administrateurs de la BM ont aussi exprimé leur vœu d'élargir la coopération avec le Congo au niveau international, tout en lui re-



« Le gouvernement de la République du Congo et la Banque mondiale entretiennent de très bonnes relations que nous voulons étendre jusqu'au peuple du Congo. Cette croissance et le développement ont été inclus au profit de la population congolaise. En soutenant ensemble la croissance du pays, nous allons trouver des solutions en ce qui concerne le développement social. Cela inclut aussi le développement du capital humain »

nouvelant leur confiance. « Le gouvernement de la République du Congo et la Banque mondiale entretiennent de très bonnes relations que nous voulons étendre jusqu'au peuple du Congo. Cette croissance et le développement ont été inclus au profit de la population congolaise. En soutenant ensemble la croissance du pays, nous allons trouver des solutions en ce qui concerne le développement social. Cela inclut aussi le développement du capital humain », a conclu Ayanda Dlodlo.

Notons qu'en République du Congo, la BM soutient des secteurs clés du développement tels que les infrastructures, l'apprentissage, la protection sociale, la santé, l'agriculture ainsi que la gouvernance et le développement du secteur privé.

Parfait Wilfried Douniama

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La Halc s'engage en faveur de l'opérationnalisation du Rinac

Le président de la Haute autorité de lutte contre la corruption (Halc), Emmanuel Ollita Ondongo, a exprimé, le 15 mai à Brazzaville, l'engagement du Congo à contribuer à l'opérationnalisation du Réseau des institutions nationales anticorruption de l'Afrique centrale (Rinac).



Les membres de la Halc et la délégation du Rinac/Adiac

« Nous exprimons notre engagement à rendre opérationnelle la Rinac, notre future plateforme sous-régionale commune dans le but d'éradiquer le fléau qu'est la corruption », a déclaré le président de la Halc, Emmanuel Ollita Ondongo, lors de la séance de travail avec le président du Rinac, Nestor Mbou, par ailleurs,

président de la Commission nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite du Gabon.

Le président de transition du Rinac conduit une délégation qui effectue une mission de consultation et de plaidoyer

pour l'opérationnalisation de la plateforme sous-régionale de lutte contre la corruption, laquelle rassemble les pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). « Après le Congo-Brazzaville, nous irons en République démocratique du Congo avant de continuer le plaidoyer dans d'autres pays », a fait savoir Nestor Mbou.

Au cours de la mission de consultation, il est question de présenter les ambitions du Rinac ; de recueillir auprès des Etats membres de la CEEAC les préoccupations et aspirations relatives à la lutte contre la corruption dans la sous-région ; d'élaborer une cartographie

des organes anticorruption ; de susciter des échanges en vue de l'adoption définitive des textes fondateurs du Rinac, de recueillir les amendements des pays n'ayant pas participé à la réunion de Libreville. Le Rinac avait, en effet, été créé en 2015 au Gabon. Faute de contribution, l'opérationnalisation de la structure n'a pas pu se faire. C'est donc pour la rendre opérationnelle que le président de transition a eu une séance de travail avec la Halc.

Au cours des échanges, Emmanuel Ollita Ondongo a présenté la Halc à la délégation du Rinac y compris l'écosystème national de lutte contre la corruption: la création de la Halc, sa place et son rôle, ses procédures de saisine, la place de la loi relative à la déclaration du patrimoine... Pour l'opérationnalisation du Rinac, la Halc est donc disposée à apporter sa pierre.

Rominique Makaya

« Nous exprimons notre engagement à rendre opérationnelle la Rinac, notre future plateforme sous-régionale commune dans le but d'éradiquer le fléau qu'est la corruption »



INTENTION D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Date de publication : 15/05/2023

Contrat : N°...../MPSIR/PACIGOF-UDP 2022 à rémunération Forfaitaire

Objet du Marché : ETUDE SUR LA FISCALITE DU SECTEUR DES TELECOMMUNICATIONS AU CONGO



1. **Demande de Proposition** : N°003/2020/MPSIRTACMM/UCP-PACIGOF du 1^{er} mars 2022
2. **Méthode de passation de marché** : Sélection Basée sur la Qualité et le Coût « SBQC »
3. **Liste restreinte, scores technique et prix offerts par chaque consultant tels qu'ils été lus à voix haute et évalués**

N°	Liste restreinte	Consultants ayant soumis une proposition	Score technique	Prix lu à voix haute	Prix de l'offre évalué
1	Groupe ERNST-YOUNG (Chef de file) / EXCO CACOGES.	Oui	95,85 points	165 000 000 F CFA HT	165 000 000 F CFA HT
2	Cabinet LIBER CONSULTING (LC).	Oui	98,5 points	119 248 000 F CFA HT	Néant ^(*)

(*) : Offre financière non-conforme au vu du libellé de l'étude de la mission au niveau de la lettre de soumission qui est un document quasi-juridique engageant ainsi le soumissionnaire, car sur le marché, il est indiqué comme intitulé : Etude sur la fiscalité du secteur des télécommunications au Congo au lieu du libellé : Etude sur la fiscalité du secteur informel au Congo mentionné par le cabinet LIBER CONSULTING (LC).

4. Score final et classement

Consultants	Scores finaux	Classement
Groupe ERNST-YOUNG (Chef de file) / EXCO CACOGES.	96,68	1 ^{er}

- **Consultant retenu** : Groupe ERNST-YOUNG (Chef de file) / EXCO CACOGES
- Prix total final : 165 000 000 F CFA HT
- Objet du marché : Etude sur la fiscalité du secteur des télécommunications au Congo.

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par l'Unité de Coordination du PRODIVAC, peut introduire un recours dans les dix (10) jours qui suivent la date de publication de la présente intention auprès de la Coordination du Projet.

Fait à Brazzaville, le
Le Coordonnateur du PACIGOF,

Patrick Valery ALAKOUA.

VISITEZ LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

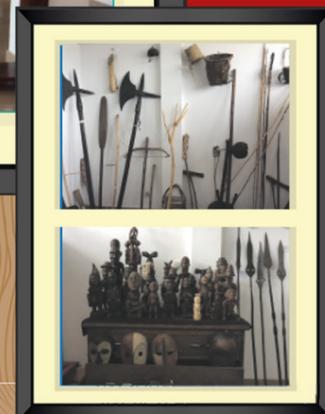
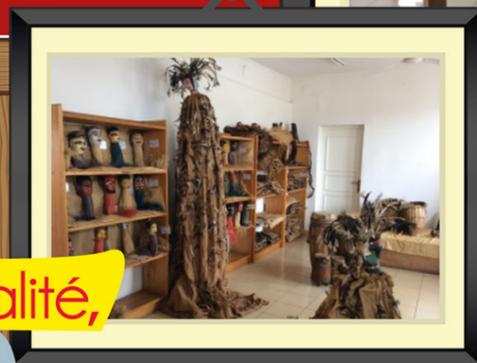
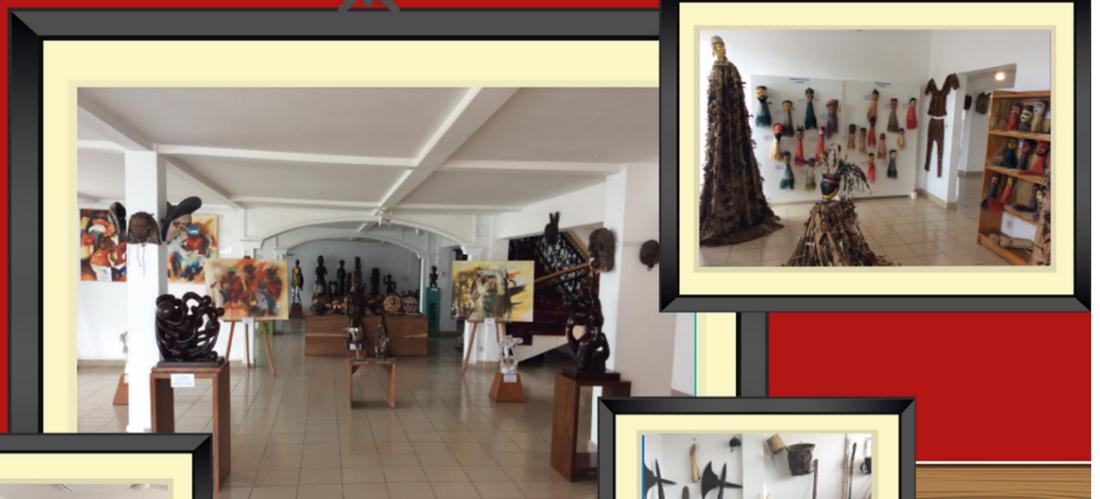
galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

MALADIES TROPICALES NÉGLIGÉES

Le document du plan directeur national validé

Les experts en santé ont validé, le 15 mai, à Brazzaville, le document du plan directeur national de lutte contre les maladies tropicales négligées (MTN) 2023-2027. Ce plan permettra de chercher les ressources financières auprès des partenaires pour un déploiement dans tous les départements du Congo, a expliqué le Dr Gilius Axel Aloumba à l'issue de l'atelier.

Le document validé permettra de répondre aux besoins de la population qui souffre de nombreuses maladies infectieuses : la trypanosomiase, la lèpre, la filariose, le pian, schistosomiase et le buruli. Les MTN sont des maladies qui se trouvent davantage dans les milieux ruraux, dans les zones à faible couverture sanitaire ou règne la pauvreté. Le document est très important parce qu'il donnera la ligne à suivre pour organiser tout ce qui est stratégique et opérationnel, a précisé le Dr Gilius Axel Aloumba.

Selon lui, après l'étape de validation, s'en suivra celle de la vulgarisation dans tous les départements en commençant par la mise en œuvre ainsi que la recherche du financement aux plans national et international.

Au Congo, les MTN ne bénéficient pas d'un financement adéquat et les personnes qui en souffrent payent un lourd



La photo de famille des experts/DR

tribut. Le pays s'est doté d'une organisation de lutte contre ces maladies où l'organisation s'est élargie et de-

vrait aussi prendre en charge d'autres comme la rage.

Le représentant du directeur de cabinet du ministre de la

Santé et de la Population, le Dr Jean Joseph Akouala, pour sa part, a souligné dans son allocution de clô-

ture la prise en charge de ces maladies négligées. « Le document de base qui vient d'être adopté devrait donner aux directeurs départementaux des moyens nécessaires pour s'occuper sérieusement de ces maladies en vue d'avoir les meilleurs résultats », a-t-il dit.

Lydie Gisèle Oka

« Le document de base qui vient d'être adopté devrait donner aux directeurs départementaux des moyens nécessaires pour s'occuper sérieusement de ces maladies en vue d'avoir les meilleurs résultats »

CONSOMMATION

Gregory Tylor : « Le poulet que nous exportons vers les marchés africains est le même que nous consommons aux Etats-Unis »

Dans un entretien avec les représentants des importateurs du poulet américain en Afrique, le président directeur-général de l'USAPEEC - US Poultry & Egg Export Council, organisation visant à promouvoir la volaille américaine, dresse un état des lieux des mesures de sécurité alimentaire et d'exportations en Afrique subsaharienne.

« Nous avons toujours beaucoup investi en Afrique subsaharienne et nous croyons au développement des industries avicoles dans cette zone... », a expliqué le PDG de l'USAPEEC, Gregory Tylor, à l'occasion d'une rencontre interprofessionnelle tout en soulignant les difficultés que rencontre la filière.

L'organisation qu'il dirige, créée en 1984, compte aujourd'hui 14 bureaux à l'international et pilote des programmes dans 75 pays. Elle s'est donné pour objectif d'accroître les exportations de la volaille américaine dans le monde et de fait, les exportations du poulet sont passées de 6 % en 1990 à 17 % en 2022.

Désormais, l'organisation intensifie ses activités en Afrique subsaharienne. Cependant, cette croissance significative à l'international n'exclut pas des polémiques et des rumeurs sur le poulet américain. Conscient de la situation, l'USAPEEC nous a ouvert ses portes pour montrer les coulisses de la transformation du poulet américain. Les rendez-vous ont eu lieu dans trois entreprises, notamment



Harisson Poultry et Check fil - A, à Atlanta, ainsi que Prestage Foods en Caroline du nord. À l'aune de ces visites, un constat est dressé : ces entreprises travaillent toutes de manière étroite avec l'USDA, le département américain de l'agriculture, une administration qui publie régulièrement des normes sur la sécurité alimentaire, dont le respect est obligatoire dans la transformation sur le sol américain.

« Le poulet que nous exportons

vers les marchés africains est le même que nous consommons aux Etats-Unis. Il s'agit d'aliments très nutritifs et de bonnes qualités. Nous exportons près de 20 % de nos produits de viande de poulet sur les marchés mondiaux, les 80 % sont consommés sur place », a indiqué Gregory Tylor.

Mais promouvoir la volaille nécessite une efficacité sans faille dans la gestion des épidémies. C'est dans

ce sens que l'USAPEEC, en étroite collaboration avec le département américain de l'agriculture, organise régulièrement des séminaires et des ateliers de renforcement des capacités des vétérinaires à l'international, notamment en ce qui concerne la grippe aviaire. En août dernier, un atelier a eu lieu au Rwanda avec la participation de vétérinaires venus de 13 pays africains. Des ateliers axés sur l'éducation et la prévention.

Il n'y a pas d'hormones dans le poulet américain...

Parmi les sujets qui font polémique sur le poulet américain, il y a bien évidemment son poids, plus important comparé au poulet d'antan. En effet, selon une étude publiée dans la revue scientifique Science poultry, les poulets ont quadruplé de poids en 50 ans. Pour certains, l'explication viendrait des ajouts d'hormones dans l'alimentation. Une théorie fautive, selon Fidelis N. Hegngi, D.V.M., M.S., vétérinaire en chef de l'USDA. L'expert explique que le poulet d'aujourd'hui est obtenu par hybridation, c'est-à-dire par croisement entre deux espèces

ayant des caractéristiques en termes de poids. La population des poulets retenus pour leur masse se multiplie au fur et à mesure tandis que les volatiles de volume inférieur finissent par disparaître. Une technique qui explique, selon l'expert, que l'on a de nos jours une population essentiellement constituée de poulets dont le poids est plus important.

Après ces tournées dans les unités de transformation, force est de constater que les producteurs sont soucieux de produire de la volaille saine et de qualité. Dans leur processus, il est d'ailleurs possible d'obtenir une traçabilité sur le circuit que parcourt chaque poulet transformé, et de donner une réponse efficace en cas de problème de non-conformité. « Nous voulons que les consommateurs africains soient rassurés et sachent que les produits que nous leur fournissons sont sains et sains », a conclu Gregory Tylor.

Rappelons que Gregory Tylor, nommé en juillet 2022, succède à Jim Sumner, qui a pris sa retraite après 32 ans à la tête de l'organisation.

Mildred Moukenga

JOURNÉE CULTURELLE

Moment de partages entre participants du programme « CIPCC 2023 »

A l'initiative du Centre de communication de la presse internationale de Chine (CIPCC), les participants au programme 2023 ont tenu le 12 mai dernier une « Journée des nations » afin de partager, chacun, les spécificités de son pays.

En formation en Chine depuis fin février, ils étaient plus d'une cinquantaine à commémorer cette journée. Ces journalistes viennent notamment de l'Afrique, de l'Asie pacifique, des Caraïbes et de l'Europe de l'Est. Autant, il y a des participants, autant il y a des cultures et des spécificités sur chaque pays que tous ne maîtrisent pas. Ainsi, l'objectif de cette activité était non seulement de renforcer les liens d'amitié entre les participants, mais aussi de les enrichir de l'histoire et de la culture des uns et des autres.

Pour ce faire, quelques participants ont fait l'évocation de leurs nations, en textes, images ou vidéos. L'Afghanistan, la Croatie, le Burkina Faso, le Congo-Brazzaville, la Guyane, l'Haïti, les Bahamas, la Namibie... étaient notamment les pays narrés par leurs représentants. L'histoire politique, la richesse gastronomique, le tourisme

local, la situation économique, les atouts culturels, la richesse écologique. Ce sont là les principaux points que chaque journaliste a pu mettre en avant lors de sa présentation. « J'ai été motivée à faire une présentation parce qu'en échangeant avec certains participants d'autres continents, j'ai remarqué qu'ils ne connaissaient pas du tout le Burkina Faso. C'était donc une opportunité pour moi de faire connaître le «pays des Hommes intègres» sur le point de vue géographique, politique, administratif mais surtout culinaire à travers le «riz au soubala», une spécialité du terroir Moaga, que j'ai cuisiné », a confié Nadège Yameogo.

Autre temps fort de cette journée, c'était la dégustation des mets de chaque pays. En effet, en marge de cette rencontre, chaque participant pouvait, volontai-

rement, apprêter un repas local. Le Congo a présenté un bouillon de viande et de rognon aux épinards qui n'a pas manqué de plaire aux papilles des confrères et consœurs d'ailleurs. Au menu, il y avait également du riz jollof proposé par le Nigeria et la Gambie, les feuilles de manioc à la pâte d'arachide de la Centrafrique, des conkie de la Gréname, des banitsa de la Bulgarie, etc.

Faisal Jamal, journaliste à Radio Television Malaysia (RTM) à Kuala Lumpur, a proposé pour cette occasion des « lempeng kampung » et de la «sauce sardine». Les lempeng kampung étaient faits de farine, d'oignons et d'ail hachés et aussi de sel. « J'ai choisi cet aliment parce qu'il est simple et facile à préparer. Aussi, il rappelle toutes les difficultés et épreuves que nous avons traversés, c'est-à-dire l'ère de la guerre et de la pauvreté », a-t-il fait sa-



Durant la dégustation des mets Adiac férente et la nourriture aussi. C'est une connaissance supplémentaire pour moi », a-t-il ajouté.

voir. Pour lui, ce n'était pas juste l'occasion de faire découvrir la gastronomie de sa nation, mais aussi d'en savoir plus sur les autres contrées. « J'ai beaucoup appris sur les autres pays, en particulier de ceux d'Afrique. En effet, la culture est très dif-

C'est dans une ambiance bon enfant et aux pas de danses variés que s'est clôturée cette journée culturelle.

Merveille Jessica Atipo

RENCONTRE CITOYENNE

L'élu d'Owando 1 préoccupé par le chômage des jeunes

Le député Abel Joël Owassa, premier questeur de l'Assemblée nationale, a eu à Owando, chef-lieu du département de la Cuvette, une rencontre citoyenne avec ses mandants.

La célébration de la 113^e treizième Journée internationale des droits des femmes à Owando, le chômage des jeunes ainsi que la sécurité dans le département de la Cuvette ont été les sujets abordés au cours de

la rencontre citoyenne. Le premier questeur de l'Assemblée nationale a profité de la rencontre pour féliciter les habitants du département de la Cuvette en général et ceux d'Owando en particulier pour la célé-

bration dernièrement, avec éclat, de la fête du 8 mars.

Abordant la question du chômage des jeunes, l'élu d'Owando 1 a fait part à l'auditoire des différents projets initiés en vue de l'autonomisation de cette

couche sociale. Il a invité ces derniers à suivre des formations dans les domaines de la plomberie, de l'électricité, de la couture et de la coiffure. Abel Joël Owassa a signifié que dans un premier temps, dix, quinze, vingt,

trente jeunes vont suivre ces formations.

Après cet échange, le député a inauguré la rue Dolisie aménagée dans son tronçon avenue Marien-Ngouabi, avenue des hôpitaux.

Jean Jacques Koubemba

EAU POTABLE

Lancement d'un premier forage test à Madingou 1

Le député de Madingou 1, dans le département de la Bouenza, Albert MOUNGONDO, a lancé, le 14 mai, au quartier Mpuma de Madingou gare, le premier forage test sur les cinq prévus dans sa circonscription afin de soulager la population en manque d'eau potable.

Préoccupé par le bien-être de ses concitoyens, l'élu de Madingou 1 a auparavant créé le Comité de développement de Madingou, regroupant vingt et une cellules issues des dix quartiers de sa circonscription. Un bureau

de cette organisation non gouvernementale a été mis en place au terme d'une assemblée constitutive. « Mes choix ne sont pas forcément ceux de la population. Sur la base de ce qu'elle a demandé dans les cahiers que

nous avons déposés, nous avons récupéré ce qui était le plus demandé. Aujourd'hui, c'est le point de départ de notre démarche », a indiqué Albert MOUNGONDO. « Nous avons déjà tout fait pour identifier les lieux et al-

lons entreprendre ces constructions au fur et à mesure de nos ressources. Ce n'est qu'un premier forage test, il y en aura bien cinq autres en plus », a-t-il ajouté.

Cette initiative de l'élu de Madingou 1 permettra de

soulager les peines de la population de cette localité. Elle s'inscrit également dans la perspective de mieux impliquer la population de la commune de Madingou pour une meilleure gestion de son mandat à l'Assemblée nationale.

J.J.K.

MUSIQUE

La chanson « Brazza » de La Pie d'or déjà disponible

L'artiste chanteuse, compositrice et interprète, Philomène Ngafini, dite La Pie d'or, a officiellement rendu public, le 13 mai à Brazzaville, son single intitulé « Brazza ». Cette oeuvre qui magnifie et rend hommage la capitale congolaise confirme le savoir-faire de celle qui se surnomme la reine de l'Afrozola.

Fruit d'une diversité de sonorités, le single « Brazza » est une sorte de carte postale animée qui loue la beauté de la ville de Brazzaville « dont même les galères contribuent à sa typicité », lance sa compositrice. La chanson est disponible sur toutes les plateformes de téléchargement légales ainsi qu'au magasin Fnac de Brazzaville. La qualité du son clip reflète la richesse de son contenu puisque le décor et l'image sont parfaits.

La chanteuse à la voix angélique a émerveillé le public par une interpellation en live lors de la cérémonie de lancement de cette joaillerie musicale. Cette artiste multidisciplinaire et polyglotte est une vraie bête de scène qui valorise la culture congolaise à travers son art. « Cette chanson véhicule un message de positivité et d'espoir. Il est toujours important de reconnaître ce qu'on a parce que cela me donne ce que j'ai aujourd'hui. Nous sommes la jeunesse, alors valorisons nos richesses matérielles et immatérielles. Inutile de vendre toujours l'aspect négatif au détriment du positif », a indiqué La Pie d'or. Ce single constitue, selon son auteure, un pont entre la rumba congolaise à l'ancienne et le tinguidjila, un style valorisé par l'artiste. Ce son est une combinaison de sonorités traditionnelles, africaines, de la musique du monde accompagnée par un message d'amour, d'espoir et de bienveillance. Chanté en français, en lingala et en lari, l'opus est, d'après La Pie d'or, « une réponse positive et bienveillante à ceux qui doutent du meilleur des théâtres que peut offrir Brazzaville par son quotidien vu du ciel mais aussi du cœur et de l'espoir ».

L'artiste est de ceux qui pensent que le changement qu'espère le citoyen congolais commence par l'encouragement et la reconnaissance des efforts déjà fournis. Elle revendique son appartenance à cette terre, sa fierté d'être congolaise, chante son amour pour son pays qui a le mérite d'être aimé et choyé. « La répétition étant pédagogique, j'ai fait le choix de nous rap-

pler tout l'amour qu'il y a à prendre, à donner à cette ville, à ce pays, à l'humain, à l'univers. «Brazza» n'est que le premier pas. L'enfant émissaire qui ouvre la porte aux autres. Souffrez de vous habituer désormais de la part du petit oiseau agaçant que je suis à plus d'amour, plus de bienveillance, plus d'hospitalité en chanson. Il y avait un choix à faire et j'ai choisi de voir le verre à moitié plein pour donner l'exemple et avancer. Matondo (merci) », lance-t-elle. La Pie d'or fait partie des figures montantes de la musique congolaise. Elle a un parcours atypique puisqu'elle a commencé dans une chorale de l'Eglise catholique avant d'intégrer certains groupes de rap dans le quartier, ce qui l'a permis de jouer sur des grandes scènes au niveau national et international.



La Pie d'or pendant la présentation du single Adiac

laisse. Elle a un parcours atypique puisqu'elle a commencé dans une chorale de l'Eglise catholique avant d'intégrer certains groupes de rap dans le quartier, ce qui l'a permis de jouer sur des grandes scènes au niveau national et international.

La Pie d'or fait partie des figures montantes de la musique congolaise. Elle a un parcours atypique puisqu'elle a commencé dans une chorale de l'Eglise catholique avant d'intégrer certains groupes de rap dans le quartier, ce qui l'a permis de jouer sur des grandes scènes au niveau national et international.

Rude Ngoma

EN VENTE

MATIERE DE LENTEUR
RECUEIL DE POESIE

Je réside dans les mots empruntés aux territoires faibles de la France es-colonies de la patrie poétique je réside dans les mots éternels, des mots chevilles qui me situent en langue intermédiaire entre deux pays et appartenant deux pieds d'un homme à une tête.

Essentiellement poète Omer Massem est universitaire et acteur culturel. Il vit à Brazzaville en République du Congo. Il est l'auteur de "Le Contain sans manche" (2011), de "No plus voir, Poèmes inédits pour Jean-Baptiste Billembé Samba" (2013), de "Les Fragments sauvegardés" (2014), "Matière de lenteur", initialement publié en édition bilingue (français-français) en 2019, est son quatrième recueil de poésie.

15 €

les éditions +

Laurent Tengo

LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEMAC
ÉTUDE COMPARÉE

ESSAI

Omer MASSEM

Ne laisse pas la nuit tomber sur tes épaules

POÉSIES DES CINQ CONTINENTS

L'Harmattan

Roland BEMBELLY

Code des Hydrocarbures du Congo

Notes, commentaires, jurisprudence et éléments de droit comparé

Roch Cyriaque GALEBAYI

Le Commandant Marien Nguabi
(1938-1977)

Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique

Préface du Pr Théophile OBENGA

Jacques N'GOULOU

Paradoxe de l'agriculture congolaise

Préface de Jean Jacques BOUYA
Ministre de l'Aménagement de l'Environnement, du Territoire et des Grands Travaux

Noëilly Galoy

Les Grandes Femmes sont faites de petites filles

Editions

Sorel Etienne

L'université de la forêt
Avec les Pygmées Akas

NOUVELLES TERRES

pub

Rigobert Sabin BANZANI

Le droit de l'urbanisme au Congo
Stratégies publiques de maîtrise foncière et pratiques privées

L'Harmattan Congo-Brazzaville

Placide Moundouou

PRÉSIDENTS ET MINISTRES DU CONGO-BRAZZAVILLE (1958-2021)

DÉTECTION DE JEUNES FOOTBALLEURS

Hugues Ngouélondélé lance la campagne dans le département du Pool

Au cours d'un séjour de travail à Louomo, dans le département du Pool, le ministre de la Jeunesse et des Sports, de l'Education civique, de la Formation qualifiante et de l'Emploi, Hugues Ngouélondélé, a lancé, le 13 mai, la campagne de détection et de formation des jeunes footballeurs dans l'hinterland.

L'initiative gouvernementale vise à découvrir, à valoriser et à promouvoir les nouveaux talents. « La vision de cette démarche consiste à faire une détection des jeunes dans tous les départements du Congo. Notre mission est de faire en sorte que le football congolais retrouve ses lettres de noblesse. Mettez-vous au travail, nous allons vous suivre durant le processus de détection », a lancé le ministre en charge des Sports.

Lors de ce moment de lancement de la campagne, Hugues Ngouélondélé, accompagné de la présidente de la fondation Rosalie-Matondo pour le bien-être de tous, a offert des kits sportifs composés de ballons, de maillots et autres aux différentes équipes des filles et garçons de Louomo. La ministre de l'Economie forestière, Rosalie Matondo, a salué cette initiative de son collègue puisque les jeunes



La photo de famille des ministres Ngouélondélé et Matondo avec des jeunes de Louomo/DR

« La vision de cette démarche consiste à faire une détection des jeunes dans tous les départements du Congo. Notre mission est de faire en sorte que le football congolais retrouve ses lettres de noblesse. Mettez-vous au travail, nous allons vous suivre durant le processus de détection »

retenus seront formés, suivis et encadrés par les structures étatiques pour leur permettre de s'exprimer dignement et garantir un bel avenir au football congolais.

Notons que cette opération de détection des jeunes talents s'est également déroulée à Boko et à Louingui. Prochainement, elle sera organisée dans tous les départements du Congo.

Rude Ngoma

FOOTBALL

Le week-end des Diablos rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Croatie, 34e journée, 1re division

Gorica chute à Istra (0-1) et ne compte plus que deux points d'avance sur Sibenik, le dernier. Remplaçant, Merveil Ndockyt est entré à la 46e.

Ecosse, 35e journée, 1re division

Loïck Ayina était titulaire lors de la défaite de Dundee United face à Ross County (1-3). Fautif dans son marquage sur le premier but des visiteurs, le jeune défenseur prêté par Huddersfield s'offre une percée remarquable dans la foulée, mais sa frappe du gauche frôle le haut de la transversale (13e).

Encore aux fraises dans son marquage sur White à la 57e, il ne parvient pas à couper la trajectoire du centre de Murray à la 72e.

Dylan Bahamboula est resté sur le banc lors du revers de Livingston à Kilmarnock (0-2).

Espagne, 40e journée, 2e division

Santander valide son maintien après sa victoire sur Eibar (1-0). Le Racing compte 8 points d'avance sur la zone rouge à deux matches du terme. Titulaire, Jordi Mboula a été remplacé à la 65e.

Géorgie, 14e journée, 1re division

Francis Nzaba était titulaire lors du large succès du Dinamo Tbilissi face à Telavi (6-1).

Grèce, 10e journée



Messie Biatoumoussoka faisait son retour dans le groupe du Botev, engagé dans la lutte pour le maintien (DR)

des play-offs, 1re division

L'Aris Salonique prend un point chez le Panathinaïkos (1-1). Avec Bradley Mazikou titulaire à son poste de latéral gauche.

Grèce, 7e et dernière journée des play-down, 1re division

L'OFI Heraklion l'emporte 2-0 sur le terrain du Panaitolikos. Entré à la 61e, Thierry Bifouma délivre une passe décisive pour le deuxième but de son équipe : servi dos au but dans son camp, il élimine son vis-à-vis, accélère et sert Gronning sur un plateau, du gauche (90e+4). Sa deuxième passe décisive de rang.

Allemagne, 34e journée, 4e division, groupe Ouest

Malgré le but d'Exaucé Andzouana à la 89e, l'Alemania Aachen s'incline sur le terrain du Kaan-Marienborn (2-4). Sa 3e réalisation de la saison en 14 apparitions.

Belgique, 3e journée des play-offs de Conférence League, 1re division

Sans Senna Miangué, convalescent, le Cercle de Bruges chute lourdement à domicile face à La Gantoise (0-4).

Belgique, 10e et dernière journée des play-down, 2e division

Déjà condamné, Virton termine sa saison par un succès face à la réserve de Genk (3-1) et échoue finalement à un point de son adversaire, avant-dernier au classement. Yann Mabella, remplaçant, est entré à la 64e.

Bulgarie, 1re journée des play-offs, 1re division

Sans Ryan Bidounga, blessé, le CSKA 1948 est tenu en échec par le Levski Sofia (2-2).

Bulgarie, 1re journée des play-down, 1re division

Le Botev Vratsa concède le nul 1-1 face au Spartak Varna (1-1). De retour dans le groupe, Messie Biatoumoussoka était titulaire en défense centrale. Sa relance précise amène le but de l'égalisation de son équipe.

Camille Delourme

L'OFI termine à la première place de cette phase avec 41 points.

Allemagne, 32e journée, 1re division

Bochum bat Augsburg 3-2 et sort de la zone rouge. De retour dans le groupe et entré en jeu la semaine dernière, Sylver Ganyoula est resté sur le banc.

Allemagne, 36e journée, 3e division

Sans Aurel Loubongo Mboungou, Rot Weiss Essen partage les points avec Munich 1860 (2-2). A trois matches de la fin du championnat, le promu compte six points d'avance sur la zone rouge. Le maintien se rapproche.

AGRICULTURE

Le Padec appuie la culture de l'oignon dans le district de Mvouti

La coopérative Jodes oignons, dirigée par Jodia Ardel Mingole, a été subventionnée parmi les cent soixante-dix-huit projets au terme du Concours du plan d'affaires (CPA) organisé par le Projet d'appui au développement de la compétitivité des entreprises (Padec). Cette coopérative, basée au village Malélé, dans le district de Mvouti, département du Kouilou, cultive l'oignon, appuyée techniquement par le Padec, notamment dans la gestion de l'entreprise, le coaching, le leadership et le management des affaires.

Le CPA a financé cent soixante-dix-huit porteurs de projets dont 55% d'entreprises en développement qui existaient antérieurement et 45% de nouvelles. Les femmes représentent 35 % de ces entreprises et les personnes vulnérables 12%.

« Nous travaillons pour la production et la commercialisation des oignons et poivrons compte tenu des opportunités de produits sur le marché. J'ai participé au CPA du Padec et j'ai bénéficié d'une subvention qui m'a aidé à réaliser mon projet », a indiqué Jodia Ardel Mingole.

Outre la subvention, durant deux années successives, l'appui technique des spécialistes locaux et extérieurs a aidé la coopérative à matérialiser son initiative, à maximiser la qualité de la mise en œuvre d'un projet et son impact en soutenant sa gestion, son développement et le renforcement des capacités, etc. « Les experts nous ont inculqué plusieurs notions liées à l'entrepreneuriat. Ils ont attiré notre attention afin de ne pas confondre le patrimoine de la société et le pa-



trimoine privé. Aujourd'hui, un peuple qui ne produit pas ne peut pas garantir sa sécurité alimentaire. On ne peut pas tout le temps consommer les produits qui viennent

de l'extérieur. Les Congolais doivent encourager le made in Congo », commente la responsable de la coopérative Jodes oignons.

Le CPA constitue, avec le Fonds

L'oignon cultivé dans le district de Mvouti/DR

d'appui au développement des petites et moyennes entreprises, un des instruments de la stratégie d'intervention du Padec pour le soutien à la création et au développement des entre-

prises ainsi qu'à leur compétitivité. Il est mis en œuvre dans la sous-composante du Padec qui vise la promotion et le développement de l'entrepreneuriat, notamment pour les jeunes et les femmes, dans les secteurs d'activités des technologies de l'information et de la communication, du transport-logistique, du tourisme et de l'agrobusiness ainsi que des secteurs d'activités offrant une fenêtre d'opportunités dans le contexte du covid-19.

Signalons que l'oignon est riche en composés antioxydants. En fait, les oignons contiennent plus de vingt-cinq flavonoïdes différents et font partie des aliments les plus riches. Ils possèdent également des composés contenant du soufre et il a été démontré qu'ils protègent contre certains cancers. L'oignon est bénéfique en prévention cardio-vasculaire. Rouge ou jaune, il est riche en polyphénols, des composés antioxydants et anti-inflammatoires protecteurs des artères, qui pourraient aider à normaliser les taux sanguins de sucre et de cholestérol.

Fortuné Ibara

« Ne pas confondre le patrimoine de la société et le patrimoine privé. Aujourd'hui, un peuple qui ne produit pas ne peut pas garantir sa sécurité alimentaire. On ne peut pas tout le temps consommer les produits qui viennent de l'extérieur. Les Congolais doivent encourager le made in Congo »



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)




Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.





Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



GOUVERNANCE

L'exécutif évalue son programme d'action

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a ouvert, le 15 mai à Brazzaville, les travaux du sixième séminaire gouvernemental consacré à l'autoévaluation du Programme d'action du gouvernement (PAG), présenté le 21 juin 2021 devant la représentation nationale.

Les membres du gouvernement ont jusqu'au 17 mai pour faire le point de la situation économique et financière du pays au premier trimestre de cette année, ainsi que celui de l'exécution du budget. Le but étant de prendre la mesure de leurs capacités réelles de financement. Il s'agira aussi d'évaluer la mise en œuvre des recommandations du cinquième séminaire gouvernemental et des orientations prises en début d'année. Tout cela en veillant à la discipline budgétaire, sur la base des évaluations de chaque département, notamment en termes des objectifs que chacun s'était fixés, des ressources reçues, des résultats obtenus ou pas.

Selon le chef du gouvernement, les participants vont convenir des mesures à prendre en vue de garantir la conclusion de la troisième revue du programme économique et financier avec le Fonds monétaire international (FMI) ; évaluer le niveau d'exécution du Plan national de développement 2022-2026 ; rendre compte de la mise en œuvre du Plan de résilience ; entamer le débat sur la construction de la conscience nationale.

« Ces thématiques, comme vous le constatez, nous inter-

pellent sur l'efficacité de notre action individuelle et collective et appellent des réponses immédiates. L'efficacité doit nous imposer le réalisme et le courage d'apporter les ajustements à nos ambitions, en tenant compte du contexte qui nous est souvent imposé de l'extérieur, en raison de l'étroitesse de notre base économique », a rappelé Anatole Collinet Makosso.

Insistant sur l'une des thématiques à aborder, le Premier ministre a reconnu que l'émergence d'une conscience nationale est le résultat de nombreux facteurs qui tiennent tant à l'évolution historique qu'aux faits sociologiques et anthropologiques. « Cependant, dans le contexte actuel où la perte de l'éthique fait le lit des antivaleurs dans la société congolaise, il est urgent de réfléchir aux voies et moyens de construire un sentiment fort, collectivement partagé, d'appartenance à une même réalité sociale qui est portée par l'État. Chez nous, la réforme de l'État, d'où sortiront des organes et des mécanismes fédérateurs, est assurément l'instrument politique de construction d'une conscience nationale qui transcende



Les partenaires techniques et financiers du CongoPrimate

les particularismes ethnocentriques ou partisans », a-t-il poursuivi.

Quelques solutions apportées

De la réforme de l'État sortira, espère-t-il, une administration publique réellement nationale par ses modes de fonctionnement et par la conscience des agents de l'État des notions de service public et de bonne gouvernance. « Chacun de nous a l'obligation de rendre compte, dans le périmètre des compétences de son département, de leur mise en œuvre ou bien de ce qui est en cours de réalisation. Car individuellement et collectivement, le gouvernement est comptable devant le président

de la République, chef de l'État, et devant le peuple congolais tout entier. L'obligation de résultat à laquelle le gouvernement est tenu justifie le thème du présent séminaire », a martelé Anatole Collinet Makosso.

Parlant des résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre du PAG, le chef de l'exécutif s'est réjoui du fait que la bataille contre la covid-19 a été conduite avec satisfaction. D'après lui, le Congo a rétabli des relations normales avec tous ses partenaires techniques et financiers, en particulier avec le FMI dont une mission séjourne actuellement à Brazzaville pour la conduite de la troisième revue de l'exécution du programme économique et financier.

« Avons-nous véritablement créé

les conditions pour l'amélioration du climat des affaires en vue d'attirer les investisseurs privés nationaux et étrangers ? La diversification de notre base de production des biens et des services, hors secteur pétrole, est-elle en bonne voie ? La gestion de nos finances publiques permet-elle de dégager des marges susceptibles de prendre en charge correctement, régulièrement, durablement et complètement les obligations en matière de pensions de retraite, de bourses des étudiants, des filets sociaux, de santé, d'éducation ? Avons-nous fait des progrès dans l'assainissement de nos villes ? », telles sont, entre autres, les questions auxquelles les réponses des ministres sont attendues.

Parfait Wilfried Douniama

TENNIS

Les meilleurs athlètes du tournoi international TCB primés

La troisième édition du tournoi international de tennis, organisée du 8 au 14 mai au Tennis club de Brazzaville (TCB), a présenté son classement général et gratifié les meilleurs dans chaque catégorie masculine et féminine.

Au terme des âpres rencontres de finales qui ont marqué la fin de la troisième édition du tournoi international TCB, ce sont le Burkinabè Joël Meda et la jeune béninoise de 16 ans, Gloriana Nahum, qui ont respectivement remporté la compétition chez les messieurs puis chez les dames.

Comme lors des dernières éditions, Joël Meda a, une fois de plus, fait la loi sur cette compétition qu'il maîtrise bien, battant le Béninois Sylvestre Monnou. La troisième place est revenue au Congolais de la République démocratique du Congo (RDC), Arnold Ikondo.

Du côté des dames, la révélation de cette édition a créé la surprise et a suscité l'admiration des spectateurs. Il s'agit de la Béninoise Gloriana Nahum. Malgré son jeune âge, elle a aisément dominé son adversaire, Nancy Onia de la RDC. Sa compatriote, Charlene, s'est contentée de la troisième place.

« Je suis certes jeune mais je pratique ce sport depuis plusieurs années et je me donne à fond afin de sauver l'image de l'Afrique qui n'est pas trop positive dans ce sport. Mon secret réside dans le travail et



Les officiels avec les gagnantsAdiac

la volonté de toujours apprendre. J'ai beaucoup aimé l'organisation de la compétition et la cohésion entre athlètes. Merci beaucoup au TCB pour cette initiative qui mérite un accompagnement conséquent », a lancé la jeune béninoise qui participera, dans quelques jours à la porte d'Auteuil, à Paris, aux éliminatoires de Roland Garros.

Selon le classement, les trois meilleurs athlètes ont reçu, grâce à l'accompagnement des sponsors et partenaires, des chèques, des ordinateurs portatifs et des trophées ainsi que des médailles. L'organisation de

cette compétition qui se pérennise fait de Brazzaville le centre du tennis puisque les participants viennent de divers continents, notamment d'Afrique, d'Europe, d'Asie, du Moyen-Orient et de l'Amérique.

Le promoteur de la compétition, Maxime Sitou, a loué la contribution de tous les partenaires et encouragé les perdants à travailler davantage pour relever le niveau lors de la prochaine édition. « Nous voulons contribuer à redonner le goût de la pratique du sport aux Congolais. Ce tournoi a eu la particularité de donner un peu plus de visibilité

aux athlètes africains », a-t-il indiqué. « Nous voulons vraiment redonner de la valeur au tennis. Le déroulement de ce tournoi est une manière pour nous de valoriser ce sport et permettre aux pratiquants de s'affronter avec les autres. Nous remercions tous les partenaires, la SNPC Distribution, Vival, le Grand Hôtel de Kintélé, Congo Kitoko, Bralico. Ils nous appuient fidèlement depuis le début de notre projet. Grâce à ce soutien, la compétition s'est déroulée sous les meilleurs auspices », a-t-il ajouté.

Comme d'habitude, les tennismen et

tenniswomen professionnels et non se sont affrontés dans le fair-play et avec engagement.

En attendant la prochaine édition, les Congolais devraient durement travailler afin de chercher à défendre leur patrie et éviter que les différentes récompenses soient toujours gagnées par des sportifs issus d'autres horizons. Cette édition ouverte à tous a réuni des férus et amateurs de ce sport sur les terrains de la forêt de la Patte d'oie, à proximité du Stade Alphonse-Massambat-Débat.

Ce tournoi inédit apporte une valeur ajoutée à ce sport qui n'est pas trop connu du grand public, invité à le découvrir et l'apprécier. Il revêt aussi un caractère social, puisque les ramasseurs de balle viennent de structures d'encadrement d'enfants isolés. Une manière, selon les organisateurs, de permettre à ces enfants de découvrir le tennis et de côtoyer d'autres environnements. Pour agrémenter cette compétition, une animation musicale et un spectacle de danse traditionnelle étaient programmés. Le rendez-vous est pris pour le prochain tournoi.

Rude Ngoma